

*l'Anti*capitaliste

n°713 | 20 juin 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



ZOOM

Argentine. Milei fait passer sa loi entre compromis et répression

Page 2

ARGUMENTS

Face à la crise de gouvernement, faire Front populaire

Pages 4-5

INTERNATIONAL

Allemagne. Un coup de gueule pour le gouvernement

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Pierre Rousset d'Europe solidaire sans frontières

Page 8

Édito

Le CAC40 en campagne

Par CHRISTINE POUPIN

A lors qu'ils ne cessent de vanter la prise de risque et de présenter leur enrichissement exorbitant comme la juste récompense de leur hardiesse entrepreneuriale, ceux qui se présentent comme « les investisseurs » n'aiment pas l'incertitude. Les capitalistes sont tellement bien servis par la politique de Macron qu'ils voudraient qu'elle se prolonge indéfiniment, que se poursuive encore et encore la destruction des services publics et de la protection sociale. Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le CAC40 a dégringolé. La perspective d'une période d'instabilité politique les rend frileux. Le Medef déclare : « Nous ne pouvons prendre le risque de l'instabilité financière et de la défiance de nos partenaires économiques ». Goldman Sachs résume leurs inquiétudes quant à la « difficulté à faire adopter les restrictions de dépenses nécessaires pour réduire le déficit public et à faire passer les réformes structurelles pour stimuler la croissance ». En revanche, les mêmes dirigeants de Goldman Sachs ne sont pas tellement effrayés par une victoire du Rassemblement national, comme le rapporte les Échos, estimant que « les mesures mises en œuvre pourraient être plus favorables aux entreprises que prévu » et pariant que Marine Le Pen pourrait « adoucir son discours comme Giorgia Meloni en Italie ». Nulle trace d'un tel accommodement à l'égard du programme du Nouveau Front populaire. Bruno Lemaire, ministre de l'Économie, donne le ton : « délire total », « 1981 puissance dix », « chômage de masse », « déclassement »... Tous les épouvantails sont de sortie. Surtout, le locataire de Bercy menace : « quand on oublie la réalité économique, elle se rappelle à vous ». Cette fameuse « réalité économique » brandie comme un châtiment divin ou une catastrophe naturelle est l'autre nom des marchés financiers, des groupes capitalistes, des institutions européennes. Ceux-là mêmes qui se sont ligüés contre le peuple grec dans les années 2010. Ni divine ni naturelle, une menace bien réelle face à laquelle il faudra faire front populaire, avec notre unité, notre détermination, nos luttes et nos organisations démocratiques.

Bien dit

Aujourd'hui une clarification est nécessaire : les seuls sponsors et les seuls abonnés que l'on peut perdre sont ceux qui tolèrent un pouvoir d'extrême droite. [...] La portée de notre parole collective nous oblige. L'heure du mutisme est terminée. Créatrices, créateurs, personnalités d'internet : mobilisons-nous !

Tribune, « 200 personnalités d'internet appellent à se mobiliser : l'histoire nous regarde ! », 17 juin, à lire sur le blog de Mediapart et à retrouver sur lestreampopulaire.fr

ANTIFASCISTES, ANTIRACISTES, ÉCOLOGISTES, FÉMINISTES, ANTICAPITALISTES

Voter, lutter, s'organiser Nouveau Front populaire

Dans les urnes et dans la rue, le NPA-l'Anticapitaliste a décidé de construire le Nouveau Front populaire sans aucune hésitation. Après sept ans de politiques ultra-libérales, racistes et autoritaires, Macron est à bout de souffle. Il ne peut plus servir la finance et le grand patronat qui en demandent toujours plus.

L'extrême droite, qui a totalisé près de 40 % des votes lors de la dernière élection européenne, se positionne en recours pour les capitalistes. Et après avoir mis en œuvre certaines de leurs mesures, Macron leur déroule le tapis rouge en dissolvant l'Assemblée nationale.

L'extrême droite, notre pire ennemi

Comme l'ont montré ses votes à l'Assemblée nationale, le RN a un programme antisocial, s'opposant par exemple aux augmentations de salaires et détricotant notre protection sociale. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir serait une catastrophe. Avant tout pour les personnes racisées, avec ou sans papiers, qui seraient persécutées. Pour les femmes et les personnes LGBT+ aussi, dont les droits reculent actuellement dans tous les pays dirigés par l'extrême droite. Pour les syndicalistes dont l'extrême droite veut se débarrasser pour laisser le patron seul maître à bord dans l'entreprise. Et de façon générale pour l'ensemble des droits démocratiques et les libertés publiques.

Unité de la gauche sociale et politique

En quelques jours, l'ensemble des forces politiques de gauche, les syndicats, les associations et



du Nouveau Front populaire.

Pour un programme de rupture totale

Beaucoup de points de ce programme ont été portés par les mouvements de ces derniers mois : abrogation des réformes des retraites, de la loi « Darmanin » sur l'immigration, ou de l'assurance chômage, augmentation des salaires, investissement massif dans l'école ou les hôpitaux... Mais ce programme n'est pas encore abouti. Il doit être nourri par les forces

À la Une

syndicales et les mouvements sociaux, les revendications issues des mobilisations, pour par exemple mettre sur la table la mise sous contrôle public du secteur de l'énergie face à la crise climatique ou encore la titularisation des centaines de milliers de précaires de la fonction publique.

Une victoire possible, pour des luttes futures

Le Nouveau Front populaire peut gagner les élections, mais nous sommes des millions à percevoir que cela ne sera pas suffisant. Un nouvel échec de la gauche assurerait le triomphe de l'extrême droite dans deux ans. Comment remettre en cause le pouvoir des capitalistes qui saccagent la planète et nos vies ? Comment revenir sur 40 ans de casse sociale et gagner de nouveaux droits ? Comment renforcer le soutien aux peuples palestinien et ukrainien tout en rompant avec l'alliance impérialiste qu'est l'Otan ? C'est en luttant tout ensemble sur nos lieux de travail ou d'études, dans nos quartiers, que nous pouvons changer les choses. En 1936, c'est une grève générale qui a forcé le Front populaire nouvellement élu à mettre en place les premiers congés payés de l'histoire. Si le Nouveau Front populaire gagne, le chemin de la lutte collective ne fera que commencer, car c'est ainsi que l'on peut transformer radicalement la société.

Unitaire et révolutionnaire

Cette unité face à l'extrême droite et à Macron qui lui ouvre la voie ne doit pas être sans lendemain. Le Nouveau Front populaire est une première étape pour nous organiser, pour prendre nos affaires en main. Dans les élections comme pour les mobilisations, nous avons besoin de construire une force politique capable de tout changer. À la construction de cette gauche de combat, le NPA-l'Anticapitaliste est aussi candidat. Aujourd'hui en campagne et dans la rue, et après le 7 juillet, on continue !

Acturama



CONTRE L'EXTRÊME DROITE, FAIRE BLOC, FAIRE ENSEMBLE

À l'appel des organisations syndicales, le samedi 15 juin, des centaines de milliers de personnes ont défilé dans toute la France, contre le projet raciste et réactionnaire du RN, meilleur défenseur de l'ordre établi. Un nouvel appel est lancé par les organisations féministes pour manifester contre l'extrême droite à Paris, dimanche 23 juin. Défendre nos droits, sociaux, politiques et démocratiques chèrement conquis passe par la mobilisation de toutes et tous ! Encore et encore !

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**Le Nouveau Front populaire en campagne dans l'Aude avec Philippe Poutou**

La campagne a démarré dans la première circonscription de l'Aude, pour le Nouveau Front populaire où notre camarade Philippe Poutou porte le programme destiné à réparer les conséquences des attaques antisociales et liberticides mises en œuvre par le macronisme. Une circonscription où le député sortant est un député du Rassemblement national...

Une façon de « jouer à fond le jeu de l'unité contre l'extrême droite », comme le déclarait Philippe Poutou, le 15 juin 2024, au journaliste de *l'Indépendant*, qui couvre l'actualité des Pyrénées-Orientales et de l'Aude.

Un département pauvre

Le département de l'Aude est le troisième plus pauvre de l'Hexagone, après la Seine-Saint-Denis et les Pyrénées-Orientales (le département voisin). Terroir viticole, le département a aussi un tissu industriel, notamment autour de Port-la-Nouvelle, et surtout artisanal. Comme partout ailleurs, les inégalités sociales, la destruction des services publics, l'inaction climatique ont largement contribué à faire monter le désespoir et la démoralisation. Bien « vivre et travailler au pays » est devenu un rêve impossible nourrissant le ressentiment et le parti de Marine Le Pen... sur les ruines du « hollandisme » et des partis centristes. Ainsi, lors de la précédente mandature, trois députés RN sont issus de l'Aude. Aux élections européennes du 9 juin, le RN est arrivé en tête avec 40,57% des suffrages exprimés, laissant loin derrière lui la candidate de Renaissance (10,61%) et plus loin encore celui de LR (4,26%). Raphaël Glucksmann a remporté



La réunion de lancement de campagne le 18 juin à Carcassonne. NPA

14,58% des suffrages exprimés, et Manon Aubry, candidate de La France insoumise, 7,04%.

Le RN prospère

Dans ce territoire, passé de la gauche à la macronie en 2017, il aura fallu un mandat pour que le RN prospère. Ainsi, en 2022, c'est Christophe Barthès qui a remporté la circonscription. Ce dernier n'a pas manqué de se réjouir de l'arrivée de Philippe Poutou par un tweet sarcastique : « Un plaisir d'affronter Philippe Poutou [...] Il représente tout ce que je déteste ». Et de remercier CNews de parler de Philippe Poutou et de ses amis en des termes outranciers. Bref ! Notre combat, nous le situons bien au-delà des petites phrases



Philippe Poutou à l'aéroport de Carcassonne le 17 juin. NPA

entre candidats. Dans l'Aude, les questions sociales et politiques qui se posent à nous et le choix de société qui nous est

posé sont les mêmes qu'ailleurs. Les députéEs légifèrent sur des questions nationales et prennent des décisions qui ont des conséquences sur l'ensemble du territoire. C'est dans cet esprit que nous entendons faire campagne !

Réunion publique à Carcassonne

Depuis samedi et les manifs contre l'extrême droite, la campagne du Nouveau Front populaire a donc démarré à Carcassonne et dans le reste de la première circonscription derrière la candidature de Philippe Poutou. Avec enthousiasme ! Sur le terrain, avec ceux qui résistent à la dégradation des conditions de travail, comme à l'aéroport de Carcassonne lundi 17 juin pour protester contre le licenciement d'un élu CGT. Philippe Poutou, Pauline Salingue et tous les militantEs qui les rejoignent font campagne sur l'ensemble des mesures sociales, écologiques, et démocratiques portées par le NFP, pour répondre aux légitimes aspirations de la jeunesse abandonnée et baillonnée par la macronie.

Mardi 18 juin, la réunion de lancement de la campagne a réuni plus de 200 personnes à Carcassonne. La jeunesse était en nombre. Dès maintenant, ce sont des dizaines de militantEs du Nouveau Front populaire qui vont sillonner la circonscription... pour gagner, refaire du collectif, redonner espoir et construire la résistance nécessaire aux politiques antisociales et racistes.

Thomas Rid

No comment

Nous sommes face à une coalition qui réunit tous les partis de gauche, d'extrême gauche qui a fait le choix de la radicalité, qui a fait le choix de l'insurrection, qui ont investi des gens qui sont fichés S.

JORDAN BARDELLA, CNews, le 18 juin 2023, qui n'est pas à une contre-vérité près...

Agenda

Jeudi 20 juin, manifestation contre les licenciements et la répression syndicale, Paris. À 10h, à Bercy.

Dimanche 23 juin, manifestations Alertes féministes contre l'extrême droite. À Paris, à 14h30 à République.

Jeudi 27 juin, journée de mobilisation pour l'emploi et contre la casse de l'assurance chômage.

Du 20 au 27 juillet, rencontres internationales de jeunes (RIJ), Allier.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil samedi 24 à partir de 14h, départ jeudi 29 après le petit-déjeuner, au village vacances Rives-des-Corbières.

**ARGENTINE Milei fait passer sa loi entre compromis et répression**

On vient d'assister à un nouvel épisode du feuilleton de la loi «Bases» ou «omnibus», mais ce n'est pas le dernier. Le Sénat vient d'approuver, avec plusieurs modifications, le projet de loi tant voulu par le président. Il devra retourner à la chambre des députéEs pour la validation finale et l'acceptation (ou pas), des modifications introduites par le Sénat.

Depuis le premier épisode du feuilleton, la plupart des chapitres de la loi ont été amputés, mais il reste le principal : les pleins pouvoirs au président en matière administrative, économique, financière et énergétique. Ce qui veut dire que Milei peut légiférer par décret pendant 1 an. Il a certes dû négocier une limitation dans le temps et sur les sujets sur lesquels il peut agir, ainsi que sur une instance parlementaire de contrôle. Mais autant de pouvoirs dans les mains d'un président aussi autoritaire est très dangereux pour les travailleurEs et les couches populaires d'Argentine.

De loi «Omnibus» à loi «minibus»

Les autres points de la loi impliquent des privatisations dans une poignée d'entreprises publiques (au début Milei voulait en privatiser 40), une réforme du code du travail qui réduit les cotisations patronales, réduit les amendes pour du travail non

déclaré. Mais le point le plus important est l'adoption d'un régime spécial d'exonérations d'impôts pour les grands investisseurs. Un énorme cadeau aux grandes entreprises ! En revanche, le volet fiscal, qui impliquait une hausse d'impôts pour les travailleurEs, n'a pas été approuvé.

Il s'agit donc d'une loi beaucoup plus petite que celle que Milei voulait faire passer, même si elle est clairement au service des plus riches. Milei qui disait « il n'y a pas un rond », qui coupe à la tronçonneuse le budget de l'État, qui fait baisser le pouvoir d'achat avec l'inflation, qui licencie des employéEs publics, qui arrête net les travaux publics, trouve ainsi de quoi gaver les riches.

Négociations et répression

Après le retrait de la première version de la loi en février dernier, le gouvernement a fait de grandes concessions à l'opposition du centre. Il leur avait surtout proposé le

«pacte de mai», qui impliquait des ressources pour les provinces en échange de l'approbation de la loi. Mais il a dû lâcher sur plusieurs points et attendre le mois de juin. Et même ainsi sa loi est passée de justesse.

Au Sénat, le résultat était 35 contre 35, et c'est la vice-présidente qui a dû départager le vote. Les voix de ses alliés de droite, du centrisme du Parti radical (à l'exception du président du parti, Martin Lousteau) et des partis régionaux ont suffi de justesse. Mais Milei peut toujours compter sur l'ancienne candidate de droite, Patricia Bullrich, la ministre de la Sécurité, qui n'a pas hésité une seconde à envoyer la police pour réprimer les manifestantEs qui exprimaient leur colère aux portes du Sénat. Les images qui ont fait le tour du monde l'attestent : lacrymos, affrontements, blesséEs, interpellations et quelques bagnoles brûlées.

Martin N.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr





FACE À LA CRISE DE GOUVERNEMENT, FAIRE FRONT POPULAIRE

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, Macron a fait exploser la droite et a uni la gauche. Après avoir revendiqué être le meilleur rempart contre le Rassemblement national, Macron prend consciemment le risque d'offrir au parti de Marine Le Pen l'une des clefs du pouvoir: la majorité à l'Assemblée nationale et donc le poste de Premier ministre pour Bardella! Retour sur une semaine folle et sur le combat que nous menons dans nos quartiers, nos lieux d'études et de travail.

L'unité des forces politiques et sociales : un chemin étroit et sinueux

Avec la dissolution, le projet de Macron était d'enfoncer le coin de la division à gauche qui s'était déployée durant toute la campagne des européennes. Il s'agissait d'enterrer définitivement la Nupes en explosant au passage LFI, placé hors de l'arc républicain depuis le 7 octobre. En conscience, Macron a engagé cette manœuvre politicienne en surfant sur la vague de l'extrême droite.

L'ampleur du danger de voir l'extrême droite en tête lors de ces élections express a provoqué un sursaut salutaire dans la jeunesse, les quartiers populaires et plus largement dans les milieux de la gauche sociale et politique.

Cet élan ne s'est pas exprimé sur le terrain où on l'attendrait traditionnellement, c'est-à-dire celui de l'occupation de la rue même si des manifestations particulièrement jeunes ont regroupé des dizaines de milliers de personnes presque tous les soirs. C'est sur les réseaux sociaux qu'a eu lieu un déferlement d'expressions des craintes et des attentes, avec l'injonction aux politiques d'être à la hauteur.

Autre forme inattendue : les files d'attente devant les commissariats pour faire en urgence des procurations pour celles et ceux qui avaient déjà prévu des week-ends loin de leurs bureaux de vote. Plus de 400 000 procurations ont été déposées en une semaine.

Unité autour d'un programme

Cette pression a contraint les forces centrifuges qui avaient mis sur le devant de la scène politique les divisions de la gauche politique à se réunir et ouvrir la discussion. Dans ces discussions, les rodomontades de Place publique et de celles et ceux au PS qu'on ne peut même plus qualifier de social-démocrates, en raison de leur ralliement au libéralisme économique et à l'autoritarisme

d'État pour le mettre en œuvre, ont fait long feu.

Avec un rééquilibrage dans la répartition des circonscriptions, la discussion du programme a été centrée autour du seul cadre qui puisse porter un espoir de victoire même relative, c'est-à-dire un projet de rupture claire avec les politiques libérales menées par les gouvernements de droite et de gauche ces dernières décennies. Donc du programme de la Nupes.

En quelques jours, le Nouveau Front populaire a élaboré un programme. Beaucoup de points ont été portés par le mouvement social ces derniers mois : abrogation des réformes des retraites, « Darmanin » ou de l'assurance chômage, augmentation des salaires, investissement massif dans l'école ou les hôpitaux. Mais ce programme n'est pas abouti. Il doit être nourri par les syndicats et les mouvements sociaux.

Tout reste à gagner

L'unité va rester un combat. La présence de François Hollande, candidat d'une coalition dont le programme veut rompre avec les politiques libérales qu'il a menées, n'est pas le moindre des points à discuter ! Seule la mobilisation des travailleurEs peut permettre de nourrir le programme de rupture, les revendications favorables au monde du travail.

Dans une bataille politique vitale, les divisions et règlements de comptes internes nous affaiblissent. L'éviction sans explication de cinq députéEs sortantEs (dont nous ne partageons pas toutes les positions, notamment sur la Palestine ou les questions antiracistes), implantéEs dans leurs circonscriptions, dans le soutien aux luttes, est un problème démocratique. Cela concerne, certes, la responsabilité de la seule LFI, mais dans ce contexte c'est également une erreur qui affaiblit tout le collectif. Quant aux spéculations sur le choix du Premier ministre, elles apparaissent bien prématurées !

Le mouvement syndical en ordre de bataille

Dans cette dynamique de construction d'un Nouveau Front populaire, les organisations du mouvement social, dont les organisations syndicales, ont pris une place. Ces dernières décennies, les références à la charte d'Amiens fondatrice du syndicalisme au début du 20^e siècle mais aussi la volonté de rompre avec les pratiques d'hégémonie stalinienne, qui avaient divisé les organisations syndicales, justifiaient le refus de consigne de vote, au nom de la préservation de l'unité des travailleurEs quelle que soit leur option électorale.

Les sondages indiquant le fort pourcentage de votes pour l'extrême droite des sympathisantEs des organisations syndicales auraient pu accentuer ce positionnement, nourri par les déceptions des gouvernements

de gauche et la dépolitisation qui en découlait. Mais l'enjeu et l'urgence de s'opposer à l'extrême droite, tout en rejetant Macron, a pesé également sur les organisations syndicales. Une intersyndicale réunissant UNSA, CFTD, FSU, CGT et Solidaires a appelé à manifester samedi 15 juin et à voter contre l'extrême droite.

Surtout des organisations syndicales, des fédérations de Solidaires, de la FSU et la Confédération CGT par la voix de Sophie Binet s'inscrivent dans le Nouveau Front populaire. Ces organisations construisent également la manifestation du 23 juin initiée par le mouvement féministe pour défendre les droits des femmes dans le viseur de l'extrême droite. Elles appellent aussi à une journée de grève pour le 27 juin.

Construire l'avenir par nous-mêmes

Dans les quartiers populaires, de nombreuses associations sportives, culturelles, antiracistes conscientes d'être les premières cibles d'un gouvernement Bardella voient dans le Nouveau Front populaire un espoir de faire barrage à ce danger immédiat. L'enjeu des prochains jours est de commencer dans la campagne électorale à jeter les bases d'un cadre social et politique des salariéEs, de la jeunesse et des quartiers populaires pour penser et construire notre avenir politique par et pour nous-mêmes.

Cathy Billard

L'enjeu est de commencer dans la campagne électorale à jeter les bases d'un cadre social et politique des salariéEs, de la jeunesse et des quartiers populaires pour penser et construire notre avenir politique par et pour nous-mêmes



Syndicats : comment faire front populaire ?

Comme partout, les rangs syndicaux ont été frappés de stupeur à l'annonce de la dissolution après les résultats d'élections européennes amenant le score de l'extrême droite, toutes listes cumulées, à près de 40 %.

La CGT dénonce tout de suite un « président pyromane », rappelle la responsabilité première de Macron dans la banalisation du RN. Surtout, dès le 10 juin, se hissant à la hauteur de la situation, elle appelle sans ambiguïté à l'unité de la gauche et à la constitution d'un front populaire, invitant les travailleuses et les travailleurs à prendre leurs dispositions pour voter les 30 juin et 7 juillet.

Un communiqué intersyndical est signé le même jour, en soirée, par cinq organisations, la CFDT, la CGT, l'Unsa, la FSU, Solidaires. Il redit l'opposition radicale du monde du travail à l'extrême droite, met en avant neuf revendications — de fait un programme d'urgence — et fixe un rendez-vous de mobilisation le week-end des 15 et 16 juin. Mais reste silencieux sur ce qu'il faut faire dans les urnes.

Mobiliser dans la rue et sur les lieux de travail

Dans la semaine, les manifestations spontanées ont été un premier point de ralliement. Les réunions syndicales se multiplient. Sur les lieux de travail, les militantEs échangent et cherchent à mobiliser leurs collègues. Les équipes diffusent leurs premières expressions. Des déclarations intersyndicales sectorielles sortent dans le rail, l'éducation, la presse, la chimie... Dans la culture, dans certains secteurs de la fonction publique, la grève est déjà dans le paysage pour le 20 juin, forcément percutée par la séquence. D'autres rendez-vous se profilent.

L'alliance du Nouveau Front populaire, scellée le 10 juin, est concrétisée le 13 juin par l'annonce d'un programme et d'un accord électoral. La question est posée crument au syndicalisme : comment se positionner ? La consigne de vote est l'objet de discussions vives dans les organisations syndicales, traditionnellement rétives à en exprimer, habituée à se cantonner au « pas une voix pour l'extrême droite ».

Le CCN (Comité central national) de la CGT a acté le 18 juin d'appeler à voter pour le programme du Nouveau Front populaire. À SUD, à la FSU, plusieurs structures ont franchi le pas également, appelant à voter et même à prendre part au front populaire.

La consigne de vote, un enjeu malgré la charte d'Amiens

Deux questions sont en tension. Celle de l'autonomie et de l'indépendance syndicale

d'abord. Disons-le franchement : la charte d'Amiens de 1906 que brandissent certains pour s'opposer à toute consigne de vote reste bien sûr notre patrimoine commun. Sur l'indépendance syndicale à l'égard des partis ; sur la double besogne, quotidienne et d'avenir, du syndicalisme ; quant à sa perspective anticapitaliste. Mais les mots de 1906, transposables sur bien des points, ne nous disent pas comment empêcher l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite en 2024. Dans l'immédiat, c'est un groupe parlementaire de front populaire qui peut l'entraver. Et si des structures décident démocratiquement de le dire, ce n'est pas une abdication de leur indépendance mais la prise en compte de l'urgence vitale dans laquelle nous sommes. Celles et ceux qui pensent et disent qu'on fera grève quel que soit le gouvernement, Nouveau Front populaire ou RN, commettent une grave erreur. On ne fera pas grève ni de la même manière ni pour les mêmes raisons dans un cas ou dans l'autre — si tant est que faire grève soit encore une option avec le RN. La consigne de vote en tant que telle est bien un enjeu.

Se préparer à être un contre-pouvoir

L'autre question est tout aussi importante : si le mouvement syndical doit prendre toute sa place dans le Nouveau Front populaire, c'est justement pour ne pas le laisser aux appareils politiques de la gauche institutionnelle. Il faut mettre l'alliance électorale sous contrôle populaire.

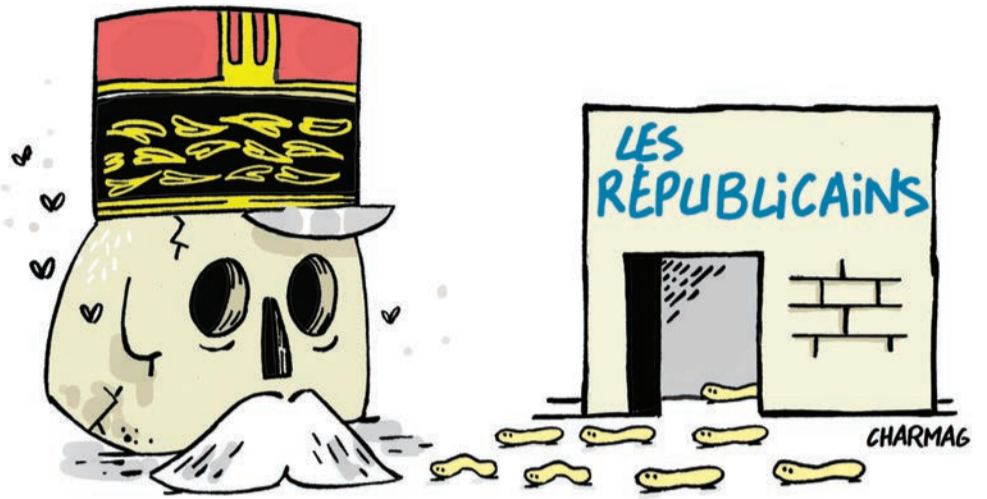
Il faut mettre l'alliance électorale sous contrôle populaire et imposer nos revendications au-delà même du programme de gouvernement

Faire front populaire c'est l'investir. Imposer nos revendications au-delà même du programme de gouvernement, qu'elles soient au cœur des mobilisations en cours, contribuer à l'organisation concrète et de terrain du Front populaire avec l'ancrage qu'ont encore les syndicats. Se préparer aussi à être un contre-pouvoir agissant pour la défense des intérêts de notre classe. Parce qu'il faut changer la société vraiment. **Théo Roumier**

À droite, un véritable tsunami prévisible

Le résultat des élections européennes pour Jordan Bardella (31,6 % des suffrages) est un camouflet historique pour Macron (14,6 %).

MARÉCHAL LES VOILA...



Le recours à l'extrême droite

Le RN, qui a ramené Marion Maréchal et la moitié du parti de Zemmour à la maison, est donné gagnant. Il faut dire que la presse Bolloré soutient d'une manière scandaleuse mais particulièrement zélée le pari fou de Macron. C'est un pari risqué qui mise sur l'incompétence du RN à gouverner : Bardella ne saurait pas assumer la fonction de Premier ministre, il échouerait et après la cohabitation, à la présidentielle la France entière reviendrait dans le giron de la macronie, saison 2 ! Empêtré dans une politique qui ne satisfait qu'à demi le patronat, notamment à cause de « l'agitation » des travailleurEs,

Empêtré dans une politique qui ne satisfait qu'à demi le patronat, notamment à cause de « l'agitation » des travailleurEs, Macron a appelé à la rescousse l'extrême droite

Macron a donc appelé à la rescousse l'extrême droite. C'est un classique. Mais, l'accès de l'extrême droite au pouvoir même par les urnes n'a jamais empêché une suite fasciste et la destruction de la société, nous le savons.

Nous connaissons bien le programme de l'extrême droite faite de suppression de nos acquis, nos droits chèrement conquis, et de nos libertés. De répression contre notre classe et dans un premier temps contre les étrangerEs, les migrantEs, les femmes, les quartiers populaires, les personnes LGBTI et toutes celles et ceux qui entrent en résistance.

Mais nous ne nous laisserons pas détruire, les manifestations sont fortes, la jeunesse est dans la rue, les quartiers s'organisent. Sans hésitation pour faire barrage au RN, pour garder la possibilité des luttes futures, nous voterons NFP ! **Roseline Vachetta**

Notre participation au Front populaire, une évidence... et un combat !

Face à la poussée électorale de l'extrême droite et après des années de recul des libertés publiques et de politiques antisociales, racistes et répressives, le NPA a pris la mesure du danger fasciste et s'engage dans une bataille dans la rue et dans les urnes.

Les résultats des élections européennes ont placé en tête le Rassemblement national, comme annoncé par les sondages. L'annonce de la dissolution de l'Assemblée et la possibilité réelle d'une victoire du RN ont fait l'effet d'un coup de tonnerre. Les aspirations à l'unité d'une partie importante de la population, en particulier la jeunesse, ont poussé les principaux partis politiques de gauche, y compris le PS, à s'unir pour former le Nouveau Front populaire (NFP) en quelques jours.

Le NPA face au danger

Le risque est immense que s'accélère la construction d'une force néofasciste portant une série de mesures s'attaquant frontalement aux droits démocratiques et sociaux et des politiques racistes. Le NPA ne pouvait rester en dehors du NFP. Nous continuons, et continuerons, à

considérer que ce n'est pas avec des élections qu'on pourra changer le système. Les manifestations, les grèves, le rapport de forces dans la rue, les quartiers et les entreprises sont le seul moyen de tout bouleverser. Mais dans quelles conditions peut-on faire tout ceci si le RN arrive au pouvoir ? Pour pouvoir continuer à lutter contre le fascisme et le racisme dans la rue, il faut aussi les vaincre dans les urnes.

Pour pouvoir continuer à lutter contre le fascisme et le racisme dans la rue, il faut aussi les vaincre dans les urnes

De la Nupes au Front populaire

Ce Nouveau Front populaire s'appuie sur le travail d'unité

fait par la Nupes au moment des législatives de 2022, mais ne s'y résume pas. Depuis le passage de la contre-réforme des retraites et celui de la loi Asile et immigration votée en décembre par les députéEs macronistes, LR et du RN, le débat politique a changé. Le Nouveau Front populaire est porté par une aspiration légitime à l'unité pour gagner les élections ou du moins empêcher le RN d'avoir une majorité. Il est porté par la rue qui depuis le 9 juin a fait entendre sa voix partout dans le pays. Samedi 15 juin, les manifestantEs étaient nombreuxEs et déterminés. C'est cette détermination que nous voulons accompagner et renforcer, car nous devons préparer les lendemains du 7 juillet sans illusions ni résignation. Le combat continuera, et la courte campagne peut renforcer les liens et la confiance de ceux qui se battent.

Préparer l'après 7 juillet

Au-delà du programme électoral, ce sont d'abord les revendications portées par les mobilisations de ces dernières années que nous retrouvons dans le programme du NFP et que nous voulons appuyer de toutes nos forces en réaffirmant la nécessité de prendre nos affaires en main. C'est pourquoi nous ferons également campagne partout où nous sommes présentEs. Le NPA-l'Anticapitaliste a décidé d'aller jusqu'au bout de la démarche en présentant Philippe Poutou et Pauline Salingue sous la bannière du Nouveau Front populaire. Tous deux feront campagne dans l'Aude face au candidat sortant du Rassemblement national. Avec la construction de ce Nouveau Front populaire l'arrivée du RN au pouvoir n'est plus une fatalité. Mais après le 7 juillet, il faudra continuer de se mobiliser... quoi qu'il arrive. **Fabienne Dolet et Martin N.**

ITALIE L'alliance des droites confortée

Les résultats électoraux des européennes illustrent, bien que de manière déformée, la grave crise sociale et politique qui fait suite à des décennies de mesures libérales austéritaires. C'est avant tout l'extrême droite qui récolte les voix des plus désenchantés qui croient de façon illusoire pouvoir éviter le déclassement en écrasant celles et ceux d'en bas, en embrassant l'idéologie dangereuse de la « préférence nationale » et du racisme.

L'Italie est devenue un cas d'école en la matière : sous l'effet de l'abstention, la droite de Meloni reste hégémonique ; elle se montre « respectable », institutionnelle, atlantiste, philolibérale et européiste. Elle rassure de plus en plus la bourgeoisie et le monde de la finance, prêts à de nouvelles alliances avec les postfascistes pour répondre à la crise du capital et augmenter l'exploitation.

Abstention record, inaction climatique et climat de guerre

L'Italie sort en outre des urnes avec une abstention record : 6 points de participation en moins par rapport à 2019 avec des pics dans le Sud et dans les îles où seulement 37 % des électeurs se sont rendus aux urnes. Comme les autres pays européens, l'Italie est totalement démunie pour répondre aux conflits et aux multiples crises qui traversent le continent. Les gouvernants italiens sont dans le déni du désastre écologique, tournent les dos aux nouvelles générations et s'enfoncent dans un climat de guerre et de refoulement des valeurs humanistes les plus essentielles.

Le vote conforte l'extrême droite de Meloni

L'autre élément essentiel est la cristallisation du vote autour de deux pôles : celui de Meloni qui reste stable (28,8 %) et celui du Parti démocrate d'Elly Schlein qui, avec 24 % des suffrages, se présente comme l'opposition la plus structurée et arrive à polariser le vote de la gauche molle anti-Meloni. Le PD est le premier parti dans les grandes villes comme Turin et Milan et sort renforcé par rapport au vote des dernières élections politiques. Avec un faible 10 %, le Mouvement Cinq Étoiles, désormais normalisé, s'écroule. Ses ambiguïtés et faiblesses politiques ne lui permettent plus en effet d'incarner le vote contestataire du système des partis italiens. La Ligue de Matteo Salvini reste au-dessous de 10 % tandis que la droite berlusconienne de Forza Italia, avec 9,6 %, se refait une petite santé.

Construire une opposition sociale forte

Un résultat assez positif (6,8 %) est également remporté par l'alliance Verts et Gauche (Alleanza Verdi e Sinistra) grâce notamment à deux candidatures symboliques : celle portant la lutte antifasciste d'Illaria Salis, l'enseignante emprisonnée en Hongrie pour avoir participé à une manifestation contre l'extrême droite, et celle de Mimmo Lucano, connu pour son engagement favorable à l'accueil des personnes exilées, qui est reconfirmé également en tant que maire de la ville de Riace. Les têtes pensantes de la liste, le duo Bonelli-Fratoainni, ont déjà montré une ouverture à une collaboration avec le PD.

La première tâche est certainement de créer les conditions pour construire une opposition sociale forte contre le gouvernement de droite en favorisant simultanément l'agrégation de forces anticapitalistes, issues des mouvements sociaux et de la jeunesse, en rupture avec le système économique actuel. Dans cette perspective, se limiter à construire une nouvelle alliance avec les sociaux-démocrates n'est ni suffisant ni souhaitable.

Hélène Marra

Pourquoi les partis au gouvernement ont-ils perdu autant de voix et pourquoi l'AfD a-t-elle pu améliorer sa part de voix alors qu'elle a été récemment impliquée dans différents scandales ? La montée des partis de droite est l'expression d'une crise sociale profonde et de l'absence d'une force de gauche crédible, capable de mener des luttes et d'obtenir des victoires au moins partielles. En Allemagne, nous assistons depuis des années à un décalage flagrant entre la politique officielle et les grands médias qui la défendent, d'une part, et la situation de vie de larges couches de la population, d'autre part.

Politique d'austérité

Depuis plus de dix ans, des mesures sont prises pour protéger le climat. Bien qu'elles ne soient pas très efficaces, elles doivent avant tout être financées par la population. La coalition gouvernementale actuelle avait décidé de compenser ailleurs l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles pour la population. Pour ce faire, le troisième « paquet d'allègement » a été annoncé en 2022, afin de soulager les citoyens de 65 milliards d'euros au total, mais rien de tout cela ne se produit. Cela ne discrédite évidemment pas seulement une politique écologique, mais fournit aussi des munitions précisément aux partis qui nient le changement climatique, l'AfD en tête.

À cela s'ajoute le fait que le démantèlement social est pratiqué à de nombreux endroits, que l'infrastructure se dégrade de plus en plus, que les soins aux patients se détériorent, que les écoles sont en ruine, que la prise en charge des enfants est limitée en raison du manque d'éducateurs/éducatrices, que les chemins de fer sont

ALLEMAGNE Un coup de gueule pour le gouvernement

Comme dans d'autres pays de l'Union européenne, l'extrême droite a progressé en Allemagne. L'AfD (Alternative für Deutschland) a obtenu 15,9 % des voix alors que la coalition au gouvernement n'a obtenu que 31 % (SPD 13,9 %, Verts 11,9 %, FDP 5,2 %). Les chrétiens-démocrates ont obtenu 30 %, le BSW (la scission de droite du parti Die Linke) 6,2 % et la Linke seulement 2,7 %.

MARINE LE PEN NE VEUT PLUS QUE LE RN SIÈGE AVEC L'AFD



dans un tel état que seuls 60 % des trains sont encore à l'heure. Il y a donc désormais un énorme retard d'investissement auquel le gouvernement remédie par une politique d'austérité renforcée au détriment des gens.

Augmentation du budget de la guerre

Il n'y a qu'un seul endroit où l'on

ne fait pas de coupes : immédiatement après le début de la guerre en Ukraine, le chancelier Scholz a annoncé le « changement d'époque » et a ainsi justifié des dépenses supplémentaires pour l'armée entre 2022 et 2027, pour un total de 100 milliards d'euros. Aux 51,95 milliards d'euros initialement prévus pour le budget militaire en 2024 s'ajoutent désor-

mais 19,8 milliards d'euros. À ces dépenses colossales s'ajoutent les aides importantes accordées à l'Ukraine, qui consistent en grande partie en des livraisons d'armes, estimées cette année à 7,1 milliards d'euros.

L'AfD est le parti le plus fort en Allemagne

Si l'on additionne ces facteurs — l'augmentation des dépenses militaires et les coupes simultanées dans le domaine social ainsi que le manque d'infrastructures — il est clair que l'AfD a beau jeu de se positionner contre la politique du gouvernement fédéral. L'AfD s'oppose à la politique climatique (parce qu'elle pèse sur la population) et elle est contre l'aide militaire à l'Ukraine et plaide pour des négociations. L'AfD apparaît ainsi comme la seule véritable opposition au système et associe avec succès cela à sa politique raciste de fermeture aux réfugiés. Il faut donc s'attendre à un nouveau renforcement de l'AfD. Aujourd'hui déjà, elle est le parti le plus fort en Allemagne de l'Est (devant la CDU). Les élections de l'automne dans trois Länder d'Allemagne de l'Est confirmeront certainement cette tendance.

Jakob Schäfer

INDE Aux élections, le pire a été évité

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a emporté une demi-victoire aux élections législatives qui se sont conclues le 5 juin dernier. Il est réélu pour la troisième fois consécutive, mais il en sort aussi affaibli, alors qu'il espérait renforcer son pouvoir autocratique.

La chambre basse du Parlement indien, la Lok Sabha, comprend 543 sièges. Modi visait une majorité écrasante, comme le proclamait son slogan de campagne : « Ab ki baar, 400 paar » (« cette fois-ci, 400 plus »). Son parti, le BJP, n'en a obtenu que 240 (contre 303 en 2019). L'alliance démocratique nationale (DNA) qu'il dirigeait en a gagné 293, alors que le bloc d'opposition INDIA, constitué par 26 formations politiques, en a emporté 234.

À lui seul, le BJP n'a donc plus la majorité absolue à la chambre basse et il a dû former un gouvernement de coalition avec des partis régionaux. L'affaire est d'importance car Modi voulait une majorité permettant de modifier la Constitution et de mettre en œuvre sans entraves sa politique nationaliste suprémaciste hindoue (Hindutva) à l'encontre des minorités religieuses (musulmanes, chrétiennes), voire de se déifier.

Emblème de la récession démocratique mondiale

Le BJP est une émanation du RSS, un puissant mouvement à caractère fasciste, implanté notamment dans le nord du pays. Ce parti a déjà pris le contrôle de nombreux médias et institutions. Il bénéficie de financements (licites ou illicites) considérables, notamment de la part d'entreprises. Il persécute les opposants. La Commission électorale

ne dispose de fait que d'une indépendance très limitée, placée sous l'influence du pouvoir... Ainsi, l'Inde a été classée comme une « autocratie électorale » par le projet Varieties of Democracy (V-Dem) et elle occupe la 161^e place sur 180 pays concernant la liberté de la presse. Pour l'activiste et analyste Sushovan Dhar, elle est devenue l'un des principaux exemples de la récession démocratique mondiale.

Aujourd'hui, cependant, la rhétorique religieuse de Narendra Modi patine. Comme le relève le journaliste de *Mediapart* Côme Bastin, le BJP a été battu dans la circonscription d'Ayodhya, là même où le Premier ministre a inauguré sa campagne électorale, là où un temple géant dédié au dieu Ram a été construit sur les débris d'une mosquée (et là où s'est produit en 1992 un massacre antimusulman).

Inégalités sociales abyssales

Dans une interview accordée à *The Conversation*, le professeur Sumit Ganguly, de l'université d'Indiana, note avec humour que le BJP n'a pas compris que la « fierté hindoue » ne se mange pas et que, ultimement, c'est le prix des pommes de terre et d'autres produits de première nécessité qui compte dans un pays où seulement 11,3 % des enfants bénéficient d'une alimentation adéquate. Le chômage des jeunes est l'un

des plus élevés au monde. Le (réel) développement économique de l'Inde a fait couler beaucoup d'encre, mais il s'accompagne d'inégalités sociales abyssales.

Comme le relève Sushovan Dhar, le BJP gagne des élections dominées par la rhétorique communaliste et chauvine, il les perd quand elles le sont, plus ou moins directement, par des questions de classe. Malgré ses inconsistances et l'absence de personnalités marquantes pour l'incarner, le bloc d'opposition INDIA a réussi à ébranler l'aura et le sentiment d'invincibilité du Premier ministre. Il n'offre pas une alternative au fond, le parti du Congrès ne remettant pas en cause l'ordre dominant néolibéral. Cependant, le demi-échec de Modi offre un peu de répit aux mouvements sociaux et à la gauche pour se réorganiser et se réorienter.

Pierre Rousset

À lire sur le site



Un membre socialiste du Congrès se bat pour sa survie politique à New York, par Dan La Botz



Ouganda : La répression pour imposer le projet de TotalEnergies, par Paul Martial



Belgique : La droite se renforce lors des élections européennes, par Mélodie Vandeloock et Laure Horlait

Culture

REVUE «Dessiner», dans La Déferlante

N° 14 – mai 2024, 144 pages, 19 euros

Ce trimestre, la révolution féministe se fait artistique. Au théâtre, au cinéma, dans les arts picturaux, la parole des femmes se libère et se fait sa place, en grand !

Esquisses d'une émancipation

De la bande dessinée au tatouage, en passant par la pose en cours de modèle vivant, le dossier de ce numéro trimestriel met à l'honneur le dessin et la façon dont il peut permettre de se réapproprié son corps, son histoire, ses traumatismes. Dans des domaines longtemps réservés aux hommes et dans lesquels le sexisme et le virilisme sont toujours la norme, les minorités de genre cherchent à s'imposer et à bouleverser les codes, à l'instar de leurs aînées qui, dans les années 1970, avaient publié pendant deux ans la toute première revue BD féministe *Ah! Nana*, ou encore de Niki de Saint Phalle dont le portrait est à retrouver dans ce numéro.

Et le consentement ?

Puisque « *Qui ne dit mot* » ne consent pas du tout, ce numéro propose à la philosophe Manon Garcia, l'avocate Élodie Tuaille-Hibon et la militante Louise Delavier de débattre de la notion de consentement et de la place à lui donner dans le code pénal. L'absence de consentement est-elle suffisante pour qualifier le viol ? Dans quelle mesure sommes-nous réellement libres de nos choix en matière sexuelle ? Les trois invitées font ainsi écho à la rencontre de ce trimestre entre les actrices Judith Godrèche et Guslagie Malanda. La seconde a apporté son soutien lorsque la première a pris la parole, il y a quelques mois, pour dénoncer les violences sexuelles qui gangrènent le monde du cinéma. Que ce soit pour des questions de racisme ou de violence de genre, les deux sont animées d'une même rage et d'une volonté de libérer la parole des minorités dans un milieu où le silence est d'or et où la moindre dénonciation peut mettre fin à une carrière, bien plus sûrement que les agissements problématiques en eux-mêmes.

Du lac d'Ourmia aux personnes intersexes

Ce numéro, très riche comme toujours, nous transporte également en Iran sur les rives du lac d'Ourmia en voie de disparition, sur les scènes de théâtre avec la performeuse Carolina Bianchi ou encore dans les locaux des associations féministes où le manque de budget, malgré les appels de plus en plus nombreux, met en danger salariéEs, bénévoles et victimes. À lire également, l'enquête bouleversante sur les personnes intersexes qui cherchent à accéder à leurs dossiers médicaux, témoignages violents des mutilations subies tout au long de leur histoire, afin de se réapproprié leur corps et leur passé.

Cyrielle L.A.



ROMAN *Yellowface*, de Rebecca F. Kuang

Éditions Ellipsis, 2024, 352 pages, 18,90 euros.

June Hayward, jeune écrivaine à la carrière en panne, vit à Washington dans l'ombre d'Athena Liu, son amie de fac qu'elle a connue et côtoyée à Yale. Envieuse, June gravite dans son orbite sans trop comprendre ce que cette dernière peut bien lui trouver. Qui est donc Athena Liu ? C'est la grande figure des lettres contemporaines, une jeune autrice sino-américaine devenue star dès son premier roman *Voix et écho*.

Appropriation du livre

Au début du livre, Athena meurt d'un accident domestique un peu bizarre, sous les yeux de June. Elle avait invité cette dernière à venir fêter avec elle la fin de la rédaction de son dernier roman, consacré au corps des travailleurs chinois recrutés par le Royaume-Uni lors de la Première Guerre mondiale.

Sans réfléchir et avant que la police n'arrive, June vole le manuscrit, le corrige et se l'approprie en le présentant à son agent comme écrit par elle-même. Elle en profite pour changer de pseudonyme, se faisant appeler Juniper Song, en jouant de cette manière sur l'ambiguïté de ses propres origines.

Largement réécrit et corrigé pour le rendre plus « politiquement correct », son roman devient un best-seller et Juniper bénéficie enfin du succès qu'elle estime mériter. Mais les milieux littéraires et les réseaux sociaux bruissent de rumeurs, et Juniper devra protéger jusqu'au bout son secret...

Le monde de l'édition aux États-Unis

Ce roman nous fait vivre de l'intérieur le monde éditorial aux États-Unis. On y voit le rôle des agents, le travail de réécriture des éditeurs pour assouplir le fond du roman et le remodeler de manière à le rendre plus inoffensif, moins subversif. Il montre également le caractère



toxic des réseaux sociaux. Il est une charge violente contre la récupération capitaliste des enjeux de représentation des voix des groupes minorisés. Il montre comment la mise en avant d'une autrice comme Athena Liu sert

d'excuse pour marginaliser et laisser dans l'ombre d'autres autrices asio-américaines sous prétexte qu'« on a déjà Athena Liu sur le créneau ».

Le roman représente également bien, à travers le personnage de June/Juniper, cet inconfort de progressistes blancs, qui se veulent de gauche, antiracistes, face à la progression de personnes racisées avec qui ils se retrouvent en concurrence pour l'accès aux honneurs, aux récompenses matérielles et symboliques.

Il nous force enfin à nous questionner sur ce que peut la littérature, ce qu'est l'écrivainE, et les thèmes qu'il peut aborder. Peut-on raconter des histoires des groupes opprimés, si l'on n'en fait pas partie, sans prendre la place des premierEs concernéEs, sans capitaliser sur leurs

souffrances ?

*Yellowface*¹ est un roman dans lequel R.F Kuang, autrice sino-américaine, s'aventure pour la première fois en dehors du champ de la fantasy ! Et c'est une réussite !

Sally Brina

1 – Du nom du grimage d'acteurs blancs pour représenter des personnages asiatiques selon des stéréotypes racistes.

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com
01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

ESSAI *Brique par brique, mur par mur. Une histoire de l'abolition*, de Gwenola Ricordeau, Joël Charbit, Shaïn Morisse

Préface de Catherine Baker, Éditions Lux, 2024, 312 pages, 16 euros.

Une préface en cri du cœur de Catherine Baker — la prison est une abjection. Une amère mise en garde, aussi : où est passée la verve anti-étatiste des années 1960 et 1970 ? Qu'attendre de révolutionnaires qui n'interrogent plus leur propension à punir ? Enfin, la proclamation d'une évidence : si l'on punissait les comportements problématiques en imposant à leurs auteurEs de porter du rose et que la peine était totalement inefficace, hésiterait-on à l'abolir ? Non. Alors quid de la prison ? À raison, les auteurEs s'emploient à désarmer d'emblée les critiques réductrices les plus courantes de l'abolitionnisme. Idéaliste ? Simpliste ? Il n'en est rien. Bien au contraire,

ces lignes montrent en quoi pénalisation et carcéralisation de nos sociétés ont procédé d'une réduction drastique de la complexité du monde social. Elles viennent par ailleurs rappeler aux abolitionnistes elleux-mêmes un aspect essentiel : « l'abolitionnisme indique une opposition systématique et dialectique au réformisme — et non à la réforme » (nous soulignons).

C'est pourquoi les auteurEs s'emploient à offrir au public francophone une histoire internationale de ce mouvement, de ces luttes, de sa pensée, de ses querelles... Charge à nous d'en exploiter le foisonnement et de nous saisir de cette invitation à la créativité, à la nouveauté, à la combativité. Outre la société,

ce sont nos espaces militants qu'il faut décloisonner. L'abolitionnisme ne consiste pas à abolir, l'abolitionnisme consiste à proposer. Et pour cela, toutes les énergies vives sont réquisitionnées.

Anjela (Rennes)



Vie du NPA l'Anticapitaliste

LES NÔTRES *Georges Méline*

À 68 ans, Georges a été emporté brutalement par une saloperie de cancer juste avant le scrutin des européennes.

Nous nous étions connus à AC! Gironde (Agir ensemble contre le chômage !) dans les luttes contre le chômage et les précarités au début des années 2000 et il nous avait rejointEs à la LCR puis au NPA, lui qui avait été au PSU autrefois. Il connaissait son camp ! Profondément anticapitaliste, internationaliste et féministe.

Discret mais bien présent pour les activités militantes, diffs de tracts à l'hosto, avec le journal au marché des Capucins le samedi. Il aimait les idées, le débat, la discussion, était curieux et

cultivé comme on pouvait le découvrir au détour d'une discussion, comme ça, simplement. Pas le genre à étaler ses connaissances pourtant grandes sur les sciences, l'économie, les arts... Georges était connu et reconnu dans le paysage militant comme ferme dans ses convictions révolutionnaires mais détestant le sectarisme.

Apprécié largement pour sa gentillesse de bonhomme, comme les dizaines de militantEs ont tenu à l'exprimer lors de la cérémonie autour de sa famille, son père, son frère, son fils et son ex-compagne.



Sa vie fut pourtant difficile, marquée par de sérieux problèmes de santé psychique auxquels il devait faire face depuis si longtemps. La vie militante, riche socialement et humaine, l'aura aidé à supporter et à dépasser ses souffrances personnelles, c'est certain. Une auberge espagnole a été organisée au local du Planning familial par les camarades féministes pour pouvoir redire combien nous avons aimé côtoyer Georges. Il continuera d'être par la pensée avec nous dans les combats à venir.

Ses camarades de Bordeaux

INTERNATIONALISME « S'engager dans la solidarité est un contrat à durée indéterminée »

Entretien. Europe solidaire sans frontières (ESSF) est bien connu des militantEs de la Quatrième Internationale pour offrir sur son site une documentation riche et abondante. C'est aussi une association de solidarité concrète. **Pierre Rousset** nous raconte cette aventure commencée il y a plus de vingt ans.

Peux-tu présenter ton association ?

Europe solidaire sans frontières (ESSF) est une association de solidarité internationale qui a tissé des liens privilégiés en Asie. Notre site internet bilingue (français et anglais) est cependant multithématique et généraliste, même si l'Asie, une partie de l'Europe et la France y occupent une place plus importante que celles d'autres régions. L'année 2005 représente dans notre histoire un « choc fondateur ». Le tsunami de décembre 2004 dans l'océan Indien a été véritablement dévastateur et nous a convaincus qu'il fallait renforcer l'aide financière envers nos organisations sœurs asiatiques.

En octobre 2005, je me suis rendu dans le nord du Pakistan et le Cachemire sous occupation pakistanaise qui avaient été frappés par un violent tremblement de terre. Nos partenaires locaux étaient parmi les premiers à avoir reconstruit des habitations en dur, alors que l'hiver s'annonçait. Cette expérience a été pour moi une leçon de choses : notre rôle est de soutenir des organisations progressistes localement implantées, à même de décider des priorités concrètes en connaissance de cause, et de les mettre en œuvre en consultation étroite avec la population concernée, aidant à leur auto-organisation. Nous sommes passés de campagnes de solidarité ponctuelles à une politique de soutien en permanence envers nos partenaires au Pakistan, en Indonésie, à Mindanao (Philippines), puis au Bangladesh.

Nous sommes passés de campagnes de solidarité ponctuelles à une politique de soutien en permanence envers nos partenaires au Pakistan, en Indonésie, à Mindanao (Philippines), puis au Bangladesh

En effet, en 2005 déjà, nous savions que les catastrophes dites naturelles (qui peuvent être d'origine humaine) allaient se succéder, ainsi que les conflits armés dont les populations civiles paient le prix, ou encore que la répression des militantEs de gauche serait récurrente.



Vingt ans plus tard, on continue. S'engager dans la solidarité est un contrat à durée indéterminée.

Qu'est-ce qui vous a permis de poursuivre une telle activité ?

La force d'impulsion initiale, tout d'abord, et les multiples soutiens dont nous avons bénéficié. Je suis, ici, obligé de parler de mon parcours. En 2005, cela faisait déjà 40 ans que je militais. J'ai été longtemps membre de la direction de la Quatrième Internationale où l'une de mes responsabilités principales était de faire le lien avec un large éventail d'organisations asiatiques. J'ai aussi été un temps membre du Conseil international du Forum social mondial, ainsi que du Forum populaire Asie-Europe, et je me suis engagé dans de nombreux comités de solidarité en France. Durant la législature 1999-2004, étant rattaché à la délégation de la LCR, j'ai travaillé au Parlement européen pour le groupe de la GUE/NGL (dont Francis Wurtz, dirigeant du PCF, était alors le président) et pour le Forum parlementaire mondial — une bonne partie de mes activités y étaient asiatiques.

En fait, l'ancêtre de l'actuelle Europe solidaire sans frontières était une association au service de députéEs européenNEs (d'où son nom). La législature terminée, nous en avons « hérité » et nous l'avons refondée en tant qu'association de solidarité internationale, avec la bénédiction de mes camarades de la Quatrième Internationale qui nous ont aidés de multiples façons, tout en respectant, je le souligne, l'indépendance de l'association. Une expérience intéressante qui a permis à Adam Novac de nous rejoindre en 2019 et de marquer de son empreinte notre développement. Deux chiffres significatifs du travail accompli : depuis 2005, nous avons collecté près de 500 000 euros dont l'intégralité

a été envoyée à nos partenaires asiatiques (nous prenons nous-mêmes en charge les frais de fonctionnement du site ou de l'association et aucun d'entre nous n'est rémunéré sous une forme ou une autre). Nous avons développé notre site internet au-delà de ce que nous avions imaginé : il comprend aujourd'hui 70 000 pages — merci à Arnaud notre webmaster. Depuis peu, nous multiplions les traductions vers le français (merci à Pierre Vandevoorde) et nous bénéficions aussi de la richesse du blog « Entre les lignes, entre les mots »¹ qui offre une documentation hors pair.

Nous avons développé notre site internet au-delà de ce que nous avions imaginé

Un site internet comme le nôtre permet une collaboration active avec de nombreux mouvements dont nous pouvons reproduire les prises de position et analyses. Il fournit une documentation très variée et peut être mis au service de multiples causes, en dehors du champ propre de responsabilité d'ESSF. En réseau avec d'autres sites, nous avons ainsi pu contribuer très activement à la campagne internationale de soutien au soulèvement « Femme, vie, liberté », en réponse à l'appel de l'association Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) et avec l'investissement d'Alain Baron. Nous pouvons recevoir des fonds et les transmettre quand, comme dans ce cas-ci, il leur faut du temps pour ouvrir leur propre compte en banque. Nous pouvons renforcer considérablement la couverture d'une situation de crise, comme aujourd'hui l'Ukraine et la Palestine. Le tout dans un esprit de solidarité : nous défendons toutes les populations victimes, quelle que soit la puissance ou le régime qui les opprime. Il s'agit pour nous du fondement même de l'internationalisme.

La solidarité, toujours plus nécessaire ?

Nous vivons un moment terriblement paradoxal. La « polycrise », la crise globale est une donnée présente dont les effets ravageurs sont déjà évidents. C'est à ce moment que les pouvoirs établis, politiques et économiques, annulent les maigres mesures qui avaient été prises pour limiter le réchauffement climatique et criminalisent les mouvements écologistes. Ils visent à détruire

les solidarités anciennes et à interdire le développement de solidarités nouvelles.

C'est dans une large mesure sur le terrain des solidarités, de nos solidarités, que se joue l'avenir. Il nous faut faire face ensemble, que ce soit sur le plan local, national ou international. Nous sommes très conscients de notre petitesse, mais nous ne nous sentons pas seuls : au fil des décennies, nous nous sommes intégrés à un vaste réseau informel de « points d'appui » sur divers continents qui partagent la même perception des urgences et la même conception de la solidarité.

Dans cette partition collective, nous avons une responsabilité particulière : assurer la pérennité du soutien envers nos camarades asiatiques alors que l'attention internationale est polarisée par l'Ukraine et la Palestine. La situation en Asie du Sud et du Sud-Est est dramatique. Cette partie du monde ressent brutalement les conséquences du chaos climatique. Je remercie donc une nouvelle fois toutes celles et tous ceux qui contribuent à notre fonds de solidarité Asie.

Propos recueillis par la rédaction

Pour en savoir plus :

<https://www.europe-solidaire.org>

1 – <https://entrelignesentrelesmots.wordpress.com/>

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°156 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org